ANDORRA 24 · ÉDITION SOIR

mercredi 4 novembre 2026 à 23:31

NEWS EDITION

1. Le Collège des Médecins alerte sur les départs à la retraite et le manque de secours

Commençons par les soins de santé. Le président du Collège officiel des médecins d'Andorre, Albert Dorca, a de nouveau prévenu que les départs à la retraite peuvent laisser un vide difficile à combler. Dans une interview publiée ce soir, il explique que certains praticiens chevronnés voient un volume important de patients et accumulent des jours qui ne peuvent pas être automatiquement transférés à un nouveau médecin. C'est pourquoi il estime que, dans certains cas, deux ou trois médecins pourraient être nécessaires pour en remplacer un. Il affirme également qu'il y a trois médecins de soixante-quinze ans encore en activité. Il s’agit de déclarations du mandataire agréé et non d’une prévision statistique confirmée des embauches. L’inquiétude n’est cependant pas nouvelle : des données publiées précédemment par le ministère de la Santé mettaient déjà en garde contre un soulagement insuffisant entre les générations. La question à laquelle il faut répondre maintenant est de savoir combien de places, de spécialités et de ressources de soins seront réellement nécessaires, avec un calendrier public et des données actualisées.

2. Les enseignants s'interrogent sur le fardeau du nouveau système d'évaluation

Passons à l'éducation. L'Union de l'Éducation Publique prévient que le nouveau modèle d'évaluation des performances peut surcharger les équipes de direction des centres. Selon le secrétaire général, Sergi Esteves, fixer des objectifs individuels, les suivre et les évaluer impliquerait de nombreuses heures de gestion. Le syndicat réclame une réglementation adaptée à la réalité des écoles et s'interroge sur le fait que le même schéma administratif soit utilisé pour tous les organismes. Il faut séparer l’avertissement syndical d’un résultat déjà prouvé : il n’y a aucune trace d’effondrement des centres. Le débat sous-jacent porte sur la manière de mesurer la qualité de l’éducation sans diminuer le temps d’enseignement et sur qui assumera le travail supplémentaire. Reste à vérifier l'application exacte de la réglementation et la réponse du Gouvernement.

3. Le débat sur la présence du catalan dépasse l'exigence du niveau A1

Et finissons avec la langue. L'enquête sur la connaissance et l'usage de la langue a relancé le débat politique sur la manière de renforcer le catalan dans la vie quotidienne. Concordia considère que le niveau A1 pour renouveler la résidence devrait être un point de départ et préconise l'application de la réglementation de soins en catalan après avoir fourni les ressources nécessaires. Les Démocrates d'Andorre défendent une progression de A1 à A2 et espèrent que les mesures et les cours amélioreront à terme les résultats. Ce sont des positions politiques différentes face à un problème commun. L’évolution des usages

linguistiques ne peut pas encore être attribuée à une seule cause, pas plus que les effets futurs de la loi ne peuvent être tenus pour acquis. Il faudra comparer les enquêtes en utilisant la même méthodologie et examiner les opportunités réelles d'apprendre et d'utiliser le catalan.